

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 465 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 465**  
Déc. 02-Janv./Févr. 03  
39<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-Instauration d'un protectorat français en Côte d'Ivoire  
- Lénine et le défaitisme révolutionnaire  
-L'«Année de l'Algérie»: sous le signe de la répression et des affrontements sociaux  
-La lutte boutiquière du CCI  
-Loi Sarkozy: la gauche est contre dans la rue, pour au parlement  
-Correspondance: Palace Parfums

## Patronat, gouvernement et syndicats unis contre les retraites

La question du financement de la retraite des salariés pose un problème aux capitalistes qui trouvent cela beaucoup trop onéreux. Autrefois le système marchait bien parce que les prolétaires avaient le bon goût de mourir en moyenne peu de temps après avoir arrêté de travailler. L'avancement de l'âge de la retraite, vieille revendication élémentaire des prolétaires, avait par la suite reçu un début de satisfaction, à un moment où la bonne santé du capital et la croissance économique rendaient relativement peu coûteux le départ à la retraite des vieux travailleurs usés, avantageusement remplacés par des jeunes moins bien payés et pleins d'énergie.

Cette concession est désormais jugée insupportable et les bourgeois et leurs valets appellent à une «réforme» pour supprimer cette réforme, c'est-à-dire pour aggraver la situation des vieux prolétaires présentés comme des privilégiés fainéants vivant aux crochets des actifs. «Il faut remettre la France au travail» s'écrie Raffarin, le fondé de pouvoir d'une classe parasitaire qui vit du travail des autres, du travail des prolétaires! Seillière, le patron du MEDEF lui répond en écho qu'il faut allonger la durée du travail: «Le secteur public a un retard à corriger». En 1993 en effet les salariés du privé ont vu le nombre de leurs annuités nécessaires pour la retraite passer de 37,5 à 40, alors que les salariés du public sont encore aux 37,5 annuités. «Mais le secteur privé est aussi concerné. Il y a deux ans nous avions calculé qu'il fallait pour maintenir le niveau des pensions arriver à 45 ans de cotisation en 2040. (...) Des études indiquent qu'il faudrait aller à 42 ou 43 ans de durée de cotisation d'ici dix à quinze ans. Tout cela est maintenant bien connu et peut être très progressif (...) mais à condition de commencer tout de suite» (1).

En 1995 le gouvernement Juppé qui avait voulu imposer l'allongement de l'âge de la retraite aux travailleurs du public en s'appuyant sur la seule CFDT, avait dû renoncer en raison de la vague de grèves que cela avait déclenché. A l'exception de la CFDT, les bureaucraties syndicales avaient alors accompagné cette vague de grèves, mais pour mieux la canaliser et la laisser finalement s'épuiser, faisant la démonstration aux yeux

( Suite en page 4 )

## Vers la deuxième guerre du Golfe

En 1991 à l'époque de la première guerre du Golfe, nous écrivions après que la grande alliance impérialiste occidentale ait remporté la victoire: «les guerres bourgeoises ne se terminent pas quand les canons cessent de tirer, mais quand "l'ennemi" ou "les ennemis" ont été définitivement vaincus, c'est-à-dire quand les conditions que les vainqueurs dictent aux vaincus sont toutes "acceptées" et

L'attaque contre les Twin Towers de septembre 2001 a été immédiatement utilisée par l'impérialisme américain pour lancer une vaste campagne contre le «terrorisme international». Dans la logique de la propagande bourgeoise, cette campagne a pour but de couvrir, de «justifier» toutes les opérations militaires, qui sont affublées du but de frapper les organisations terrorisées ou les pays qui les accueillent. L'Afghanistan des Talibans a été la première victime de ces opérations. L'Irak sera la seconde.

Mais si nous essayons de chercher les raisons économiques de cette guerre, sans se laisser arrêter par les déclarations officielles et les proclamations patriotiques, nous trouvons des faits intéressants. Toute la vaste région qui du Proche et du Moyen-Orient va jusqu'à l'Extrême-Orient en passant par les chaînes du Caucase est placée sous le signe du pétrole et du gaz naturel, que ce soit en tant que régions productrices ou en tant que points de passage actuels ou potentiels.

La Russie s'efforce de maintenir son contrôle sur ses anciennes Républiques caucasiennes et asiatiques, territoires économiques de grande importance stratégique en raison de leurs ressources ou de leur position géographique. Les Etats-Unis - et la Grande Bretagne avec eux - se sont donnés la tâche de contrôler toute la région moyen-orientale, qui constitue le gros de la production mondiale de pétrole, et l'Océan Indien. Cette division des tâches est une donnée de fait actuelle bien plus que le résultat d'un accord entre les grandes puissances. Les intérêts de chacun de ces impérialismes, sans oublier les autres alliés européens et orientaux, ne sont en rien satisfaits par la situation actuelle étant donné l'aggravation de la concurrence sur le marché international. Tous font pression sur leurs concurrents, à travers des guerres plus ou moins larvées sur le terrain économique, diplomatique et politique. La pression de la crise capitaliste est telle que la politique économique et diplomatique impé-

appliquées. **La paix est armée et armée jusqu'aux dents!**» (1).

Aujourd'hui où les impérialistes américains et anglais se préparent à déclencher une autre guerre du Golfe contre le même ennemi, l'Irak, il est évident à quel point la paix qui a suivi la première était armée, à quel point elle n'était, comme disait Lénine, que l'**intervalle entre deux guerres**.

rialiste tend à se transformer en politique de guerre. Et la politique de guerre se réalise encore aujourd'hui contre les pays qui, d'une façon ou d'une autre gênent les desseins des grands impérialismes ou qui osent se rebeller contre l'ordre impérialiste dicté par les Etats-Unis et les autres grandes puissances. Les conditions d'un affrontement armé entre les grandes puissances pour un repartage du marché mondial ne sont pas encore arrivées à maturité. Nous sommes encore dans la phase où il est plus avantageux pour les grands impérialismes d'arriver à un accord de partage entre eux, plutôt que de déclencher une guerre mondiale afin que les plus forts imposent leur volonté aux plus faibles. Mais la politique des accords impérialistes implique toujours plus l'oppression économique, politique et militaire des pays plus faibles.

Et on assiste ainsi depuis plus d'une

( Suite en page 2 )

## LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE

Première partie

### LA DOCTRINE DES MODES DE PRODUCTION S'APPLIQUE A TOUTES LES RACES HUMAINES

Le texte dont nous commençons ici la publication est le compte-rendu du rapport présenté par Amadeo Bordiga à la réunion de Florence du parti (25-26 janvier 1958). Il s'agissait de réaffirmer les positions marxistes classiques défendues par Lénine et qui furent soutenues sans restriction par notre courant. Comme le disait la présentation de ce texte: «toutes les déviations qui ont pu apparaître par la suite ont été aussi des déviations de la tradition de la Gauche». Cette phrase faisait plus particulièrement allusion aux éléments dont nous nous étions séparés au début des années cinquante mais qui, tout en revendiquant la continuité avec la «Gauche italienne», n'avaient toute portée révolutionnaire (étant bien entendu qu'il ne

pouvait s'agir alors que de révolutionnarisme bourgeois) aux luttes anti-coloniales, professant en fait à leur égard un indifférentisme européen-centriste.

Presque cinquante plus tard, le cycle des révolutions bourgeoises anti-coloniales est terminé; là où il n'a pu vaincre, il laisse en héritage au futur mouvement communiste la réalisation de ses tâches irrésolues. Mais le courant indifférentiste, européen-centriste, est toujours là, déniait toute fécondité aux «luttes de classes des peuples de couleur». Aujourd'hui comme hier il représente une fatale déviation du marxisme.

### LA GRANDE SÉRIE MARXISTE

Vouloir lier la réalisation du programme socialiste aux événements du mouvement historique d'une seule des grandes races de l'espèce humaine, la race blanche - les caucasiens, aryens ou indo-européens - et conclure que comme celle-ci se trouve désormais dans la phase de la lutte finale, ce qui se déroule dans les sociétés des autres races n'a plus aucun intérêt, est une bévue si monumentale qu'il n'est pas difficile de montrer qu'elle réunit, plus même que les pires dégénérescences révisionnistes, les plus vieilles erreurs possibles de tous les antimarxistes.

Cette affirmation d'un «peuple élu» dans l'histoire, base idéale pour une nouvelle sorte de racisme et de nationalisme, ne peut s'appuyer que sur les mêmes fondements que ceux des systèmes idéologico-scienti-

fico-philosophiques conformistes traditionnels, qui ne dépassent pas les limites de la culture bourgeoise. Pour le croyant, c'est un Dieu supraterrestre qui investit un peuple, une nation ou une race de la mission de guider le monde, y compris par l'extermination des autres peuples si nécessaire. Pour l'illuminationnisme bourgeois, le guide est le premier peuple qui a découvert en lui la «source immanente» de la morale sociale et de la civilisation et qui a érigé celle-ci en «culture nationale», acquérant ainsi la capacité de s'organiser harmonieusement selon les lois «naturelles» et d'éclairer les peuples arriérés de ses lumières. Pour la variété totalitaire de type hitlérien de cette même doctrine bourgeoise critico-moderne, c'est une pseudoscience qui découvre cette race élue ou super-race (de même qu'elle avait voulu découvrir le surhomme qui prendrait la place

des dieux et demi-dieux) et qui lui donne, grâce aux machines les plus parfaites et aux armes les plus destructrices, la vertu première de régenter le monde. Si nous faisons de Hitler le représentant des Aryens germaniques, il n'est pas trop difficile de faire de Staline celui des Slaves pour ce qui est de l'attribution à un autre rameau humain de la supériorité sur la planète... et au dessus. Quand le premier exterminait les Juifs par millions, il appliquait au fond, dans une version bourgeoise, plus scientifique et plus criminelle comme c'est le cas pour toutes les formes de la civilisation du capital, la loi du talion à leur prétention mystique plurimillénaire d'être les élus de Dieu, que Chrétiens et Arabes voulurent historiquement tour à tour leur usurper (hommage rendu comme il se

( Suite en page 4 )

# Vers la deuxième guerre du Golfe

( Suite de la page 1 )

décennie, plus particulièrement depuis l'implosion de l'URSS à la constitution d'une espèce de Ligue mondiale des grands pays impérialistes autrefois organisés en blocs opposés: c'est ce que les médias ont appelé «la fin de la guerre froide». En réalité, la disparition des liens constitués autour de ces deux blocs qui engendraient la «guerre froide», l'«équilibre de la terreur» nucléaire, a accru les possibilités de guerre «chaude», de guerre ouverte. La guerre est la politique faite par d'autres moyens, et la paix impérialiste conduit inévitablement à la guerre impérialiste.

La grande campagne de propagande belliciste déclenchée par les Etats-Unis n'a pas eu un succès immédiat; elle a été à plusieurs reprises contrecarrée par les alliés européens, notamment l'Allemagne et la France, et par la Russie. Ce n'était pas sans raisons! Après la découverte de très importants gisements pétroliers en Irak, la France et la Russie en particulier se sont entendus avec le «grand dictateur» pour l'exploitation de ces gisements, et il n'est pas exclu que d'autres pays européens aient aussi passé de tels accords. Il n'en a pas fallu davantage pour que la hâte des américains à attaquer l'Irak, accusé de posséder et de fabriquer des «armes de destruction massive», chimiques, biologiques et nucléaires suscite une levée de boucliers.

Etant donné la très forte pression américaine à laquelle aucun pays ne peut résister longtemps, les impérialistes européens et russe ont déclaré qu'il fallait laisser à l'Irak la possibilité de démontrer ses affirmations de non possession de ces armes, et aux inspecteurs de l'ONU le temps de contrôler tous les sites possibles où pourraient être cachées de telles armes. En outre ils continuent à faire pression pour que le déclenchement de la guerre ne soit pas laissée à la discrétion des seuls Américains, mais passe par les instances de l'ONU où ils ont leur mot à dire. Ces divergences qui apparaissent comme étant l'expression de grandes conceptions opposées sur la paix et la guerre, ne sont en réalité que la manifestation d'intérêts tout ce qu'il y a de plus concrets à propos du pétrole et du Moyen-Orient, et d'intérêts qui se révèlent toujours plus divergents entre les pays impérialistes, **tous également agressifs et fauteurs de guerre.**

Quant au «terrorisme» que les champions de la démocratie occidentale disent vouloir combattre et faire disparaître, il faut dire que ce sont eux qui en sont les véritables champions. Les milliers de morts civils causés par les «frappes chirurgicales» des avions alliés, que sont-ils d'autre sinon l'expression du terrorisme des Etats-Unis et de ses complices? Le million et plus de morts en Irak à cause de l'embargo décrété et contrôlé par les Etats-Unis et ses alliés sont-ils autre chose que la conséquence du terrorisme infligé à toute une nation depuis 13 ans? Les villes détruites en Tchétchénie, la population massacrée par les incursions des troupes russes ne sont-ils pas un véritable terrorisme systématique appliqué à une entière population? Mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie sont en bonne compagnie: la France qui a les mains rougies du sang africain, est fière d'aider des ses forces militaires et aux côtés de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, etc., les troupes de l'impérialisme américain dans les différentes régions du monde.

Les hypocrites déclarations de paix des brigands impérialistes européens ne peuvent tromper que les gogos. Il est évident toujours plus clairement que la paix, le bien-être, l'amélioration des conditions de vie des populations, n'est en rien le but et la perspective de la société capitaliste. Plus les pouvoirs capitalistes parlent de paix, plus s'accroît

l'oppression, aussi bien de leurs esclaves salariés que des populations des pays pauvres. Plus ils parlent de paix entre les peuples, et plus ils affament, appauvrissent, attaquent les conditions de vie - ou plutôt de survie - de masses de populations toujours plus grandes.

## SEUL LE PROLÉTARIAT PEUT ARRÊTER LA BOURGEOISIE, SON EXPLOITATION, SON OPPRESSION ET SES GUERRES

S'opposer à ce cours inexorable du capitalisme vers l'explosion de ses contradictions dans une guerre générale, est la tâche du prolétariat. Cela non pas par choix ou par vocation pacifiste, mais parce qu'il est la seule classe sociale au sein de cette société en putréfaction qui dispose de la force potentielle d'arrêter cette évolution fatale.

S'opposer à une force sociale comme celle du capitalisme développé qui ne s'appuie pas seulement sur un mode de production qui a conquis le monde entier, mais aussi sur une longue expérience de domination de classe, ne peut être que l'oeuvre d'une force sociale suffisamment puissante pour bloquer ses mécanismes économiques et politiques. Cette force est celle du prolétariat international, luttant sur le terrain révolutionnaire, sur le terrain qui est le seul où est en jeu la domination de la bourgeoisie: le terrain de l'affrontement de classe poussé à son plus haut niveau, celui de la lutte pour le pouvoir, pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne, Etat dont le but est la transformation du mode de production capitaliste en mode de production socialiste jusqu'au communisme intégral; la lutte est celle qui oppose les forces de la conservation de la société divisée en classes et de l'exploitation capitaliste, et celles dont l'objectif est de détruire cette exploitation et donc le mode de production édifié sur celle-ci.

Un saut qualitatif est nécessaire pour que le prolétariat se hisse au niveau de classe internationale luttant pour soi, pour les sans-réserve du monde entier, et pour la fin de la société divisée en classes. Aujourd'hui le prolétariat est dispersé, fragmenté, désorienté, démoralisé, englué dans les bourbiers nationalistes ou religieux, conduit dans les méandres du collaborationnisme interclassiste, rivé au sort du capital et asservi à ses exigences. Et tout cela il le doit en grande partie à la besogne pluri-décennale de l'opportunisme, c'est-à-dire de ces forces de conservation sociale qui utilisent la confiance des prolétaires pour les trahir jusque dans leurs intérêts immédiats de vie et de travail.

C'est de tout cet abîme que le prolétariat doit se relever.

Telle est la vérité et il serait tragique que les éléments d'avant-garde du prolétariat, les communistes révolutionnaires, ne veuillent pas la regarder en face.

Les rapports de force entre les classes sont aujourd'hui énormément en faveur de la bourgeoisie. C'est un fait qui met au désespoir les révolutionnaires de la dernière heure, les révolutionnaires en paroles; ces soit-disant révolutionnaires sont persuadés que le prolétariat n'arrivera pas par lui-même, par ses propres forces, à se relever, à reprendre la voie de la lutte de classe, à se réorganiser de façon classiste et à se regrouper autour de son parti. Ces faux révolutionnaires espèrent que ce seront les fractions bourgeoises les plus progressistes ou les bourgeoisies des pays pauvres, la paysannerie, ou la petite bourgeoisie prolétariée qui redonneront la vitalité à un prolétariat «embourgeoisé». Ils croient que pour s'opposer à l'impérialisme et à ses guerres, il est nécessaire de soutenir le «peuple» ou le pays attaqué comme s'il s'agissait d'en appeler à

tous «les hommes de bonne volonté» pour vaincre le «mal». Et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils apportent au contraire de l'eau au moulin de l'impérialisme et de sa logique guerrière.

Sous la pression de déterminations matérielles inexorables le prolétariat sera contraint à se révolter et à s'engager dans une lutte à mort. C'est le besoin de se défendre, de défendre ses conditions de vie, qui le poussera à s'organiser, à chercher les moyens et les méthodes les plus efficaces pour mener la lutte quotidienne pour ses exigences élémentaires et immédiates. Ce sera précisément cette lutte qui lui imposera le premier saut qualitatif, politique, parce que les adversaires bourgeois n'hésiteront pas à faire jouer tout le poids de leur appareil d'Etat pour s'opposer à cette lutte. Et alors la rencontre avec le parti de classe, c'est-à-dire l'organe qui condense politiquement et théoriquement tous les enseignements du mouvement ouvrier et plus particulièrement du mouvement communiste international, pourra permettre le saut qualitatif décisif, révolutionnaire, parce que la lutte entre les classes sera alors arrivée au stade ultime: guerre ou révolution, dictature du prolétariat ou dictature de l'impérialisme.

Il n'existe certes aucune garantie que le prolétariat réussisse à faire ce saut qualitatif avant l'éclatement de la guerre impérialiste mondiale, et qu'il puisse donc empêcher la guerre en faisant la révolution. Il peut arriver ce qui s'est passé lors de la première guerre mondiale, lorsque le prolétariat russe réussit à transformer la guerre en guerre civile - comme disait Lénine -, réussit à arrêter la guerre en venant au pouvoir. Et il s'agissait du prolétariat le moins «cultivé», d'Europe, le moins «civilisé», le prolétariat du pays le plus arriéré!

Dans un de nos textes de parti - «Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui» - il se trouve à ce sujet un passage important. Il s'agit de l'analyse d'une discussion dans le parti bolchevik à propos de l'impérialisme. Combattant une position de Boukharine pour qui le capitalisme était entré dans une phase complètement différente, d'«impérialisme pur», Lénine affirmait:

*«Il n'y a jamais eu d'impérialisme pur, sans base capitaliste, il n'y en a jamais eu, il n'y en a nulle part et il n'en aura jamais. C'est généraliser de façon erronée tout ce qu'on a dit des consortiums, des cartels, des trusts, du capitalisme financier, quand on a représenté ce dernier comme une formation ne reposant sur aucun des fondements de l'ancien capitalisme» (2).*

Notre texte commente: *«Lénine fait référence aux thèses d'Engels selon lesquelles la future guerre (qui éclatera finalement en 1914), beaucoup plus féroce que les anciennes, aurait fait reculer l'humanité au point de compromettre les conquêtes mêmes du capitalisme moderne, acceptées comme base par le marxisme. Cette position d'Engels n'est pas "pacifiste" au sens qu'elle inciterait bourgeois et prolétaires à agir ensemble pour éviter la guerre. Elle est révolutionnaire, parce qu'elle explique ce que nous répétons depuis longtemps: une longue guerre nous rejette en arrière sur le plan des conditions objectives et subjectives de la révolution socialiste. Loin de l'accepter comme en 1914, les socialistes doivent "l'arrêter par la révolution". Sinon, le capitalisme a la force de tout recommencer de zéro.*

*La deuxième guerre mondiale, elle non plus, n'a pas été arrêtée, et la révolution s'est éloignée de plusieurs décennies. Si la troisième passe encore, elle donnera au capitalisme un nouveau demi-siècle de répit, comme l'actuel. Ou elle lui fournira même l'occasion de revivre toute sa vie, en le transformant de vieillard répugnant en rose nouveau-né!» (3).*

Il n'y a donc aucune garantie que le prolétariat réussisse à arrêter la guerre que sa bourgeoisie déchaîne contre ses concurrents sur le marché mondial. Qui cherche des garanties pour donner crédit à la force historique du prolétariat démontre qu'il est un

idéologue anti-dialectique tout juste bon pour les hypocrites balivernes bourgeois; mais cela n'empêche pas que le prolétariat est la seule force sociale capable de s'opposer à la bourgeoisie y compris dans la question de la guerre - si elle est orientée sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire.

L'histoire a déjà indiqué comment le prolétariat peut s'opposer à la guerre et l'arrêter. Il n'y a pas de stratégies nouvelles à imaginer, il n'y a pas d'expédients géniaux à mettre en action. Le prolétariat doit retrouver son terrain de classe, il doit briser les liens qui le rattachent à la bourgeoisie à travers la politique et la pratique collaborationniste; il lui faut effectuer une rupture sociale en reconnaissant l'antagonisme de classe qui l'oppose à la bourgeoisie et s'organiser en complète indépendance de toutes les organisations et de tous les appareils bourgeois et collaborationnistes: c'est alors qu'il peut agir de façon indépendante et pour ses intérêts propres de classe.

Le **défaitisme révolutionnaire** est un mot d'ordre important, mais son application concrète n'est possible que lorsque le prolétariat se reconnaît comme classe indépendante et opposée aux classes bourgeoises et semi-bourgeoises. Le défaitisme révolutionnaire est la conséquence de la lutte prolétarienne pour la défense des seuls intérêts ouvriers contre la conciliation entre les classes. Tout cela n'arrive pas spontanément et du jour au lendemain. Le prolétariat doit apprendre à lutter, doit à apprendre qui sont ses frères et ses adversaires, doit apprendre à s'organiser, doit apprendre à tirer les leçons même de ses défaites pour renforcer le mouvement et préparer les luttes futures. Il faut du temps pour que se déroule ce processus, mais il y a des situations qui peuvent l'accélérer et lui faire brûler les étapes.

Parce qu'il doit savoir attendre, parce qu'il ne doit pas avoir la hantise d'arriver sans délai au but révolutionnaire, le parti de classe ne peut faire dépendre son activité de la découverte d'expédients qui feraient accélérer le cours des événements. Cela ne signifie pas qu'il se contente d'attendre à la fenêtre l'arrivée des beaux jours. Même dans les conditions les plus défavorables il a une tâche vitale: celle de maintenir en vie la théorie marxiste, de faire la propagande des principes de la révolution communiste, de prendre position par rapport à tous les événements qui intéressent la vie du prolétariat, de défendre l'intransigeance théorique et programmatique du marxisme, de sauvegarder les enseignements du mouvement communiste international, en refusant de céder aux illusions d'un accroissement de nombre de ses adhérents par le commerce des principes. Même quand il est constitué de peu d'éléments, le parti de classe est avant tout le produit de l'histoire des affrontements entre les classes et il dépasse donc largement la vie personnelle de chacun de ses membres.

Sans doute dans la situation actuelle où les masses prolétariennes restent encore sourdes à la voix du communisme révolutionnaire, il peut sembler inutile de lancer des mots d'ordre qui dans d'autres situations seraient reprises et suivies par des foules imposantes dans le monde entier. Pourtant rappeler aux prolétaires qu'il existe une orientation sûre pour la défense de leurs intérêts immédiats et pour la lutte à grande échelle, est une tâche importante, non seulement pour la préparation des forces actuelles du parti, mais aussi pour laisser des traces solides qui seront reconnues par les générations révolutionnaires de demain. Le fil du temps peut être brisé, il ne peut pas être effacé.

(1) cf «Guerre sainte et paix armée. Après la guerre, éclate la paix», Il Comunista, n°25-26, février 1991.

(2) cf Lénine, «Rapport sur le programme du parti», 19/3/1919, Oeuvres T. 29, p. 163-164.

(3) cf «Struttura economica e sociale della Russia d'oggi», p. 373.

# Instauration d'un protectorat français en Côte d'Ivoire

C'est «Le Monde», l'organe officieux de la bourgeoisie française qui l'écrit: l'accord de Paris, signé par les différentes fractions comme par le gouvernement, approuvé par le président Gbagbo en personne, implique «une véritable mise en tutelle du pays»; c'est rien moins que «l'instauration d'un protectorat», comme au bon vieux temps des colonies...

Si le temps des colonies a été relégué aux oubliettes de l'histoire par la vague de luttes et de révolutions anti-coloniales qui ont contraint les puissances coloniales à lâcher prise ou au moins à desserrer leur emprise, il ne faut pas oublier que la naissance de nouveaux Etats et de nouveaux centres d'accumulation du capital dans le monde ne pouvaient signifier ipso facto leur émancipation de la domination économique et financière des grands centres impérialistes: un nouveau type de domination a succédé à la forme coloniale désormais archaïque. Mais en outre dans de nombreux cas, la domination des anciens colonisateurs a pu longtemps se prolonger, à peine modifiée, après les indépendances.

Ce qui se passe en Côte d'Ivoire s'inscrit, à notre avis, dans une tendance quelque peu différente, même si elle n'est pas véritablement nouvelle. On en a vu ces derniers temps des exemples en différents endroits du monde: en Afghanistan comme au Kosovo, après

des guerres dévastatrices ou encore en Sierra Leone; les stratèges américains ont porté l'Irak sur cette liste et il sont même donné un nom à cette pratique: le *nation-building*, la construction d'un pays. La bourgeoisie française a fait savoir qu'elle avait bien compris ce concept quant par la voix de Chirac elle a dit qu'il s'agissait de «reconstruire la Côte d'Ivoire aussi bien économiquement que politiquement».

Bien sot serait celui qui se laisserait prendre au piège de ses déclarations «constructives» qui ne valent pas plus que les prétentions civilisatrices des anciens colonisateurs. Les impérialistes parlent de «construire» ou de «reconstruire» ce qu'ils ont en fait **détruit**, soit par des guerres, soit par des crises économiques! Et en fait de construction, ils ne feront jamais que le strict nécessaire pour assurer la viabilité de leur domination et la bonne marche de leurs affaires: l'Afghanistan ou le Kosovo attendent toujours les milliards promis généreusement...

Cette tendance à la «recolonisation», à l'administration directe de pays entiers correspond à un état de crise plus profond de l'ordre capitaliste mondial. Il représente un **degré supérieur de la domination impérialiste**, qui ne peut laisser «à l'abandon» des pays, surtout bien sûr quand il y possède des intérêts. Si l'impérialisme français intervient en Côte d'Ivoire, ce n'est pas par souci

humanitaire ou par amour de la paix comme le prétendent les bons missionnaires de Sant'Egidio, mais pour défendre et imposer l'ordre, **son ordre**. Déjà on susurre que les soldats français devront rester plusieurs années sur place, pour «sécuriser» tout le pays (et surtout les régions productrices de cacao et de café et le port de San Pedro qui permet leur exportation!). Il y aura un contingent africain, chargé de voler un peu le caractère né-colonial de l'entreprise, et l'ONU donnera sa bénédiction à la besogne. La politique de l'impérialisme français des dernières années qui visait à réduire la présence et l'implication directe de ses troupes dans les crises africaines et à s'appuyer sur des troupes locales de «maintien de la paix» (humour militaire) ne signifiait en aucune façon un désengagement de la région. Particulièrement rapace, l'impérialisme français n'envisageait en aucune façon de lâcher sa proie africaine; il voulait simplement, pour des raisons de rentabilité politique et économique, utiliser plutôt des supplétifs. Mais quand l'alerte est pressante et les enjeux importants, il ne peut pas ne pas intervenir directement, au risque de l'enlèvement: les représentants des entreprises françaises présentes en Côte d'Ivoire l'ont vertement rappelé aux responsables gouvernementaux français.

Cette implication impérialiste plus directe et plus ouverte doit être dénoncée et

combattue sans hésitation et sans retard par les prolétaires conscients; ils doivent aussi stigmatiser le rôle irremplaçable du réformisme social-impérialiste pour appuyer et faire accepter cette intervention, en présentant l'Etat français comme un arbitre impartial soucieux de faire se réconcilier y compris par la force des populations qui ne rêvent que de s'entre-tuer. Les diverses factions bourgeoises qui ont signé à Paris l'accord de mise sous tutelle de leur pays ont toutes des charniers sur la conscience; elles sont toutes des ennemies des masses laborieuses ivoiriennes qu'elles ne rêvent que de diriger et d'exploiter; l'accord de Paris, c'est un accord entre brigands sur le partage du butin sous la direction du parrain qui s'assure la part du lion.

Cet accord ne peut rien annoncer de bon pour les populations, comme la militarisation promise du pays par les troupes françaises ne peut rien annoncer de bon pour les prolétaires et les masses laborieuses ivoiriennes. Il n'y a qu'une voie pour échapper à la misère et à l'oppression: la lutte anticapitaliste, la lutte anti-impérialiste des prolétaires unis par delà les frontières, par-delà les divisions ethniques, religieuses ou raciales.

**Impérialisme français hors d'Afrique!**  
**Union internationale des prolétaires!**

## Lénine et le défaitisme révolutionnaire

Nous publions quelques extraits de textes de Lénine exprimant de manière limpide la position des social-démocrates bolcheviques dans la guerre impérialiste, pour rappeler les origines et les principes de la position communiste face aux guerres impérialistes de toutes formes, que se soient les grands affrontements entre puissants blocs ou les guerres de rapines, comme celles qui se déroulent aujourd'hui partout autour du monde et qui figurent de futurs affrontements plus larges et plus brutaux.

Dans les guerres de rapine pour élargir son influence ou dans les interventions militaires pour maintenir sa position acquise, faites sous le couvert de la défense de la démocratie, de la lutte contre le terrorisme ou du retour à la paix civile, comme en Irak et en Côte d'Ivoire, la position du prolétariat des pays impérialistes dominants doit toujours être la même: souhaiter **l'échec militaire** de «sa» bourgeoisie, oeuvrer pour cet échec. C'est la seule voie possible pour arracher les prolétaires au chauvinisme ouvert ou à l'indifférentisme; c'est aussi le seul moyen politique de venir en aide aux prolétaires de ces nations faibles - mais tout à fait bourgeoise et capables aussi à leur échelle d'action militaire pour élargir leur suprématie locale - en montrant que l'ennemi n'est pas dans le camp d'en face mais dans son propre camp.

### DE LA DÉFAITE DE SON PROPRE GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement.

C'est là un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les partisans conscients ou les acolytes impuissants des social-chauvins.

(...)

La révolution en temps de guerre c'est la guerre civile; or, d'une part, la **transformation** d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la «défaite») des gouvernements; d'autre part, il est **impossible** de contribuer pratiquement à cette transformation si on ne pousse pas, du même coup, à la défaite.

Si le «mot d'ordre» de la défaite est répudié par les chauvins (ainsi que par le Comité d'organisation et la fraction Tchkhéidzé), c'est précisément parce que c'est le **seul** mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire contre son propre gouvernement pendant la guerre. Pourtant, s'il n'y a pas d'action de cet ordre, des millions de phrases archirévolutionnaires sur la lutte contre «la guerre et les conditions, etc.», ne vaudront pas un sou vaillant.

Celui qui voudrait sérieusement réfuter le «mot d'ordre» de la défaite de son propre

gouvernement dans la guerre impérialiste devrait démontrer un de ces trois points: 1) que la guerre de 1914-1915 n'est pas réactionnaire; 2) que la révolution à l'occasion de cette guerre est impossible; 3) que la corrélation et la coopération des mouvements révolutionnaires de **tous** les pays belligérants sont impossibles. Cette dernière considération est particulièrement importante pour la Russie, car c'est le pays le plus arriéré de tous, et une révolution socialiste ne saurait y réussir d'emblée. C'est pourquoi les social-démocrates russes ont dû, les premiers, appliquer «en théorie et en pratique» le «mot d'ordre» de la défaite. Et le gouvernement du tsar avait parfaitement raison d'affirmer que l'agitation de la Fraction ouvrière social-démocrate russe représente le **seul** exemple, au sein de l'Internationale, non seulement d'une opposition parlementaire, mais d'une agitation véritablement révolutionnaire parmi les masses contre le gouvernement du pays, que cette agitation affaiblit la «puissance militaire» de la Russie et concourt à sa défaite. C'est un fait. Il n'est guère intelligent de vouloir l'ignorer.

Les adversaires du mot d'ordre du défaitisme ont tout simplement peur d'eux-mêmes, car ils n'osent pas regarder en face ce fait archi-évident qu'il existe une liaison

indissoluble entre l'agitation révolutionnaire contre le gouvernement et le concours apporté à la défaite de ce dernier.

(...)

Une entente en vue d'actions révolutionnaires même dans **un seul** pays, pour ne rien dire de plusieurs, n'est réalisable **que** par la force de l'**exemple** d'actions révolutionnaires sérieuses, effectivement **entreprises** et **développées**. Or, encore une fois, on ne peut entreprendre ces actions que si l'on veut la défaite, si l'on concourt à la défaite. On ne peut «fabriquer» une guerre civile à partir d'une guerre impérialiste, de même qu'on ne saurait «fabriquer» une révolution; cette transformation **découle** de tout un ensemble infiniment divers de phénomènes, d'aspects, de traits, de propriétés et de conséquences de la guerre impérialiste. Et elle est **impossible** sans une série d'insuccès et de revers militaires, essayés par les gouvernements auxquels **leurs propres** classes opprimées portent des coups.

Récuser le mot d'ordre du défaitisme, c'est ramener l'esprit révolutionnaire à une phrase vide de sens ou à une pure hypocrisie.

(...)

Cette formule (le mot d'ordre «ni victoire ni défaite!», défendu par l'opportunisme, NdlR), si l'on y réfléchit, signifie l'«union sacrée», l'abandon de la lutte de classe des opprimés dans tous les pays belligérants, car on ne peut pratiquer la lutte de classe sans porter des coups à «sa» bourgeoisie et à «son» gouvernement; or, porter ces coups en temps de guerre à son gouvernement, **c'est** (que Boukvoïed se le dise!) un crime de haute trahison, **c'est** un concours apporté à la défaite de son pays. Quiconque accepte le mot d'ordre: «Ni victoire ni défaite» ne peut qu'être un hypocrite quand il se prétend partisan de la lutte de classe, de la «rupture de l'union sacrée»; il renonce **en fait** à une politique indépendante, prolétarienne, et subordonne le prolétariat à la tâche **bourgeoise par excellence** qui consiste à préserver de la défaite des gouvernements impérialistes déterminés. La seule politique de rupture réelle, et pas seulement verbale, de l'«union sacrée» et de reconnaissance de la lutte de classe, c'est celle où le prolétariat **met à profit les difficultés** de son gouvernement et de sa bourgeoisie **pour les renverser**. Et l'on ne peut y arriver, **l'on ne peut**

oeuvrer dans ce sens si l'on ne concourt pas à cette défaite.

Lorsque les social-démocrates italiens ont posé, avant la guerre, la question de la grève générale, la bourgeoisie leur a répondu, fort justement de **son** point de vue: ce sera un crime de haute trahison, et l'on vous considérera comme des traîtres. C'est vrai. Et il est vrai aussi que la fraternisation dans les tranchées est un crime de haute trahison. Celui qui se prononce dans ses écrits contre la «haute trahison», comme Boukvoïed, contre l'«effondrement de la Russie», comme Semkovski, se place à un point de vue bourgeois, et non prolétarien. Le prolétaire **ne peut** ni porter un coup de classe à son gouvernement, ni tendre (pratiquement) la main à son frère, au prolétaire d'un pays «étranger» en guerre contre «nous», **sans commettre** «un crime de haute trahison», **sans concourir** à la défaite et sans contribuer à l'**effondrement** de «sa» «grande» puissance impérialiste.

Celui qui défend le mot d'ordre: «Ni victoire ni défaite» est un chauvin, conscient ou inconscient, dans le meilleur des cas, c'est un petit-bourgeois conciliateur; mais en tout état de cause, c'est un **ennemi** de la politique prolétarienne, un partisan des gouvernements actuels, des classes dirigeantes actuelles.

Examinons encore la question sous un autre aspect. La guerre doit forcément éveiller dans les masses les sentiments les plus violents, qui tirent les gens de leur somnolence habituelle. **Il ne saurait exister** de tactique révolutionnaire ne correspondant pas à ces sentiments nouveaux et violents.

Quels sont donc ces sentiments violents? : 1° l'épouvante et le désespoir. D'où un renforcement de la religion; les églises se remplissent à nouveau, les réactionnaires jubilent. «Là où on souffre, dit l'archiréactionnaire Barrès, là est la religion.» Et il a raison; 2° la haine de «l'ennemi», sentiment spécialement attisé par la bourgeoisie (plus que par les prêtres), et qui n'est avantageux **que pour elle**, économiquement et politiquement; 3° la haine contre **son propre** gouvernement et contre **sa propre** bourgeoisie, sentiment propre à tous les ouvriers conscients, qui comprennent, d'une part, que

( Suite en page 4 )

## Lénine et le défaitisme révolutionnaire

( Suite de la page 3 )

la guerre est «la continuation de la politique» de l'impérialisme et y répondent par la «continuation» de leur haine contre leur ennemi de classe; d'autre part, que la formule «guerre à la guerre» est une platitude si l'on ne fait pas la révolution contre son propre gouvernement. On ne peut éveiller la haine envers son gouvernement et sa bourgeoisie sans

désirer leur défaite, et l'on ne peut pas être un adversaire non hypocrite de la «paix civile» (= la «paix des classes») si l'on attise pas la haine envers son gouvernement et sa bourgeoisie!!

(Lénine, «De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste», Oeuvres, Tome 21, pp. 283-289, rédigé en juillet 1915)

### LE SOCIALISME ET LA GUERRE

#### DE LA DÉFAITE DE «SON PROPRE» GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre «Ni victoire ni défaite», adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement; elle ne peut pas manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve «ridicule» ou «absurde» l'idée que les socialistes de tous les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de «leurs» gouvernements. Par contre, une telle posi-

tion correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes «affaiblissait la puissance militaire» de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de «leurs» gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

#### DU PACIFISME ET DU MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'état d'esprit des masses en faveur de la

paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les

gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements de la bourgeoisie.

(Lénine, «Le socialisme et la guerre»; Oeuvres, tome 21, pp.326-327, rédigé en juillet-août 1915)

### UNE CARICATURE DU MARXISME ET À PROPOS DE L'«ÉCONOMISME IMPÉRIALISTE»

#### 1. L'ATTITUDE MARXISTE AU SUJET DES GUERRES ET DE LA «DÉFENSE DE LA PATRIE»

(...)

Qu'est-ce donc, généralement parlant, que la «défense de la patrie»? Est-ce une notion scientifique relevant du domaine de l'économie ou de la politique, etc? Non. C'est tout bonnement l'expression la plus courante, la plus usitée, parfois même une expression terre à terre, qui signifie la **justification de la guerre**. Rien de plus, mais rien de moins! Le seul élément de «trahison» qu'il puisse y avoir là, c'est que les gens d'esprit étroit sont capables de justifier **n'importe qu'elle** guerre en disant: «Nous défendons la patrie», alors que le marxisme, qui ne s'abaisse pas à ce niveau, exige que chaque guerre fasse l'objet d'une analyse historique, tendant à déterminer si l'on peut consi-

dérer **cette** guerre comme progressive, comme servant les intérêts de la démocratie ou du prolétariat et, **dans ce sens**, comme légitime, juste, etc.

Le mot d'ordre de défense de la patrie est le plus souvent une justification inconsciente de la guerre par le petit-bourgeois incapable d'analyser historiquement la portée et le sens de chaque guerre prise en particulier.

(...)

L'homme du commun ne comprend pas que «la guerre est la continuation de la politique», aussi se contente-t-il de dire «l'ennemi attaque», que «l'ennemi a envahi mon pays», sans se demander **dans quel but** on fait la guerre, par **quelles** classes elle est faite, en vue de **quel** objectif politique».

(Lénine, «Une caricature du marxisme et à propos de l'«économisme impérialiste»», Oeuvres, tome 23, pp. 32-33, rédigé en août-octobre 1916)

## Patronat, gouvernement et syndicats unis contre les retraites

( Suite de la page 1 )

de la bourgeoisie que leur rôle de défenseur de l'ordre établi restait irremplaçable. La leçon a porté. Aujourd'hui le gouvernement a pris bien soin d'utiliser les syndicats pour faire avancer ses projets. Ce n'est plus maintenant la seule CFDT, mais tous les grands syndicats qui appellent à une «réforme» du régime des retraites (la CFDT disant qu'elle ne se contentera pas d'une «réformette») impliquant implicitement le passage aux 40 annuités pour les salariés du public - évidemment pour mieux les défendre et pour «viser (sic!) un haut niveau de retraite»! (2). «L'Humanité» se félicitait qu'avec cette union syndicale «offensive» regroupant CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, FSU et UNSA, «les organisations de salariés disputent ainsi le terrain de la réforme à un gouvernement et un patronat prompts à s'en arroger le monopole. Et ils le font dans une perspective nettement progressive» (3).

Si quelqu'un avait des doutes sur le sens réel de ce «terrain de la réforme» et son caractère progressiste, ce qui s'est passé à EDF-GDF les dissiperait immédiatement. La CGT, principal syndicat de l'entreprise (52% des votes aux élections professionnelles), y a négocié avec la direction la réforme des retraites; pour surmonter les résistances y compris internes, elle avait organisé, toujours avec le concours empressé de la direction, un référendum auprès du personnel pour faire approuver cet accord. Le démenti a été net: en dépit de la campagne de propagande en faveur du oui et du caractère délibérément vague de l'accord, les travailleurs ont majoritairement voté non.

Direction et gouvernement ont aussitôt affirmé que ce vote ne changeait rien et que l'accord serait appliqué, faisant une nouvelle démonstration de ce que valent les consultations démocratiques: rien. Seul le rapport des forces, seule la lutte réelle comptent, contrairement à ce que font croire y compris les syndicats «contestataires», comme SUD Energie qui appelait après cette «victoire» Syndicats, Direction et Gouvernement à «prendre en considération la volonté du

personnel» et à retirer leur projet: hors de la mobilisation et de la lutte ouverte, il ne peut pas y avoir de victoires. Quand à la direction de la Fédération CGT-Energie, qui était critiquée par certains de ses cadres, réticents surtout à son soutien à la future privatisation de l'entreprise, elle a été confirmée quelques jours plus tard dans ses fonctions à 85,22 % par son conseil général...

Comment s'explique l'attitude de la CGT? Il ne faut pas chercher bien loin; le quotidien patronal «Les Echos» en donne les raisons: «*Tout se passe comme si [le PDG] François Roussely et le gouvernement Jospin avaient conclu une sorte de deal avec [le secrétaire général de la CGT-Energie] Denis Cohen. D'un côté la direction stoppe la baisse des effectifs. Elle accepte aussi de ne pas toucher au 1% du chiffres d'affaires versé au comité d'entreprise qui fait de ce CE géré par la CGT le plus riche de France [employant plus de 1000 permanents]. "S'il s'agit du prix à payer pour une transformation paisible du statut d'EDF, cela vaut la peine" affirmait encore M. Roussely en juillet dernier. (...) Peu à peu la CGT redevient l'interlocuteur privilégié et Denis Cohen presque le vice-président d'EDF, comme à la grande époque de la cogestion*». La direction finance encore différentes associations de la CGT, etc. (4). Impossible de s'étonner alors que la bonzerie qui prospère douillettement à l'ombre de l'entreprise n'ait aucune envie, ni aucune possibilité de s'opposer à la direction et ne cherche qu'à faciliter la bonne marche de cette entreprise!

Cette situation de la CGT-Energie, le plus gros et le plus influent syndicat de toute la Confédération, est non une exception mais la **règle générale**: partout les grandes et moins grandes organisations syndicales se sont intégrées dans les mailles de la collaboration avec les patrons et l'Etat où elles trouvent l'essentiel de leur financement. Elles sont ainsi devenues, constitutionnellement si l'on peut dire, incapables de mener une lutte véritable contre les patrons et le capitalisme; la seule chose qu'elles puissent et veulent faire c'est la «conciliation» des

intérêts, c'est-à-dire en réalité la trahison des intérêts prolétariens au profit des intérêts bourgeois. Toute orientation qui met l'unité syndicale comme condition ou appui des luttes ouvrières, qui cherche à s'appuyer sur ces organisations ou à les pousser en avant, ou qui se propose de les conquérir, revient à saboter les possibilités de défense et de lutte des prolétaires. Les manifestations sur la question des retraites ne se sont absolument pas organisées par les syndicats comme la première étape d'une mobilisation pour la lutte d'ampleur nécessaire, mais comme le moyen d'éviter cette lutte.

Pour se défendre les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs seules forces, que sur leur seule mobilisation, que sur leur seule capacité d'**organisation classiste**. Tous les arguments présentés par la bourgeoisie et ses larbins ne servent qu'à légitimer les sacrifices et la dégradation des conditions de travail et de vie des prolétaires, ils doivent être refusés en bloc. La **réduction** de l'âge de la retraite et l'**augmentation** substantielle du niveau des retraites pour tous est une revendication élémentaire qui doit être défendue envers et contre tout. Les prolétaires n'ont pas à se soucier de la bonne santé des entreprises, de l'économie nationale et du capitalisme, ni de l'équilibre des comptes des différentes institutions sociales. Seule la lutte peut décider de ce que la classe bourgeoise peut concéder aux prolétaires, seule la lutte peut «sauver» les concessions et les avantages acquis. Aucune réforme, aucun accord, aucun droit ne peut rien garantir aux prolétaires sous le capitalisme, qui cherche et cherchera toujours à reprendre ce qu'il a un jour lâché.

C'est bien pourquoi l'indispensable lutte de résistance quotidienne contre les attaques bourgeoises devra, lorsqu'elle aura réussi à émerger des obstacles mis sur sa route par toutes les forces de la collaboration de classe, se transformer ensuite en lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme!

- (1) «Les Echos», 13/1/03.
- (2) Déclaration commune de la CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, UNSA, 7/1/03.
- (3) cf «L'Humanité», 8/1/03.
- (4) cf «Les Echos», 10/11/03

#### POINTS DE CONTACT:

**Toulouse:** Vente de la presse au marché St Sermin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

**Aix-en-Provence:** Réunion de lecteurs: le 1er mars, 15h00, Flunch, Place du Général de Gaulle

**Paris:** Réunion de lecteurs: le 15 février, 18h00, Cafeteria Casino, Place de la Nation.

#### A paraître prochainement:

### « programme communiste »

Revue théorique du parti communiste international

N° 98

Au sommaire de ce numéro :

- Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme
- Propriété et capital (2)
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2). Annexes: - En défense de l'incendiaire du Reichstag. Van der Lubbe. Les fascistes exécutent («Bilan», n°3, janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Il Comunista», 30 mars 1921)
- Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (4). Articles de «Il Comunista» en annexe: La fonction de la social-démocratie en Italie (6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail (10/12/1921) - La question du pouvoir (13/11/1921) - La marche au pouvoir (17/12/1921) - L'usage de la violence (24/12/1921)

- Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes es-croqueries de la bourgeoisie européenne.

- Notes de lecture: - «L'Internationale» - «Marxist»

# L' «Année de l'Algérie» : sous le signe de la répression et des affrontements sociaux

L'année 2003 a été déclarée «année de l'Algérie»: selon les autorités françaises il s'agit de marquer symboliquement le rapprochement entre Paris et Alger et de mettre de côté ce qui avait pu troubler dans le passé les rapports entre les deux pays. Le premier ministre Benflis (que les médias français présentent comme le futur probable successeur de Bouteflika à la présidence algérienne), est venu faire une visite solennelle en France et Chirac fera de même en Algérie au mois de mars.

L'impérialisme français entend défendre et si possible accroître ses positions au Maghreb et en Algérie, face en particulier à la pression croissante des Etats-Unis (1). Après les attentats du 11 septembre les dirigeants algériens ont multiplié les avances envers Washington, notamment en se présentant comme les champions de la lutte anti-terroriste et anti-islamiste intransigeante. Accusés il n'y a pas si longtemps de penser et de déclarer qu'une formule associant les Islamistes au pouvoir était la meilleure solution pour assurer la stabilité de l'ordre bourgeois en Algérie, les dirigeants américains ont maintenant pris fait et cause pour le gouvernement Bouteflika et les chefs militaires dont il est le cache-sexe. Le secrétaire d'Etat adjoint William Burns est venu en décembre à Alger promettre une aide militaire pour en finir avec les maquis islamistes, alors que les militaires algériens se plaignent que le gouvernement français leur applique un «embargo de fait» sur les armes (2). Gageons que le réchauffement en cours se traduira pas des ventes d'armes françaises...

Depuis l'annulation par les militaires des élections de 1992 et l'instauration de l'état d'urgence, il y a eu, selon les chiffres officiels 52 000 morts, auxquels il faut ajouter plus de 7000 personnes arrêtées par les services de police ou l'armée et aujourd'hui «disparues» (3), et sans doute des milliers d'autres morts sans laisser de traces dans la sinistre comptabilité officielle parce qu'ils étaient l'oeuvre de «commandos de la mort» paramilitaires (4).

La guerre bestiale menée par les autorités algériennes, qui se sont largement inspirées, selon tous les témoignages, des méthodes utilisées à l'époque par les troupes coloniales françaises (jusqu'à l'utilisation des mêmes centres de torture!), et qui n'ont pas hésité à créer de fausses organisations isla-

mistes n'a pas seulement réussi à démanteler les maquis, elle a aussi grandement servi à museler pendant des années par la terreur toute opposition au régime et à l'exploitation capitaliste.

La situation n'a commencé réellement à changer qu'au printemps 2001, avec les émeutes de Kabylie. En raison de la dégradation continue de la situation sociale, qui s'était déjà traduite par un renouveau des actions revendicatives et des grèves, les émeutes qui éclatèrent alors en Kabylie à la suite des exactions policières se répercutèrent dans tout le pays. En dépit de la brutalité de la répression qui faisait plus de cent dix morts, le mouvement de protestation ne cessa de s'étendre pendant plusieurs semaines jusqu'à culminer dans des manifestations gigantesques (plusieurs centaines de milliers de personnes à Alger). Le discrédit des autorités auprès de la population pouvait se mesurer au taux d'abstention record aux législatives de juin 2002 (le pouvoir a reconnu un taux d'abstention de 54 %, mais le taux réel était sans doute encore supérieur) (5) et aux municipales du 10 octobre dernier où en Kabylie en particulier, après les consignes d'abstention lancées par la plupart des organisations kabyliques, on atteignit encore la «participation zéro» ou presque. Les partis qui avaient voulu faire le jeu du pouvoir en s'opposant aux consignes de boycott ont alors subi un cuisant échec: c'est le cas tout particulièrement du FFS de Aït Ahmed (parti affilié à l'Internationale Socialiste) dont la base se situe pourtant en Kabylie (tandis que son rival, le RCD, beaucoup plus gravement compromis encore, a jugé plus prudent de ne pas rompre le boycott). Les jeunes émeutiers qui brûlaient au printemps 2001 les locaux du FFS en même temps que ceux du RCD avaient déjà compris qu'ils ne pouvaient rien attendre de ce parti dont les postures oppositionnelles ne pouvaient cacher la collaboration avec les autorités.

A la suite de cette campagne de boycott, il y eut plusieurs dizaines d'arrestations de manifestants et de délégués des comités (Aarchs). Différents groupes de détenus se lancèrent dans des grèves de la faim avant de les interrompre. Mais le 3 décembre 6 délégués entamaient une grève de la faim à Tizi Ouzou qu'ils allaient poursuivre pendant plus de 40 jours en dépit des conditions particulièrement dures de leur emprisonne-

ment (mise au cachot, etc.) et malgré les appels pour les faire renoncer. Finalement, le 13 janvier, après la dispersion par la police de la marche de soutien en leur faveur, les 6 détenus cessaient leur grève de la faim.

La campagne en leur faveur eut un écho indéniable en Kabylie en dépit de la répression, mais elle a montré aussi ses limites qui sont celles du «mouvement citoyen kabyli». Parce qu'il était porté par le mécontentement social et qu'il exprimait des revendications immédiates urgentes pour les masses exploitées, le mouvement du printemps 2001 a pu rassembler des centaines de milliers de personnes et commencer à s'étendre au-delà de la Kabylie. La décantation politique qui a suivi le reflux du mouvement spontané a laissé les forces politiques démocrates bourgeoises maîtresses du mouvement et de son organisation (comités de quartier, Aarchs): c'était inévitable dans la mesure où il n'existait pas de force politique prolétarienne - de **parti de classe** - qui puisse mettre en avant le programme prolétarien et défendre les revendications des exploités et tenter sur cette base d'entraîner tous les opprimés dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. Le programme démocrate bourgeois qui est donc maintenant le programme du mouvement - Etat de droit, République démocratique, développement de la Kabylie, actions pacifiques et multi-classistes - le condamne à l'isolement régionaliste et, pire, ne peut qu'entraîner dans une impasse les éléments prolétariens à la recherche d'un cadre de lutte.

Les points de la fameuse plate-forme d'El Kseur qui est celle officielle du mouvement kabyli laissent de côté toutes les revendications prolétariennes et sociales; elle ne peut donc en aucune façon constituer une solution pour les masses plongées dans la misère, pour les chômeurs sans allocations, pour les jeunes sans perspectives, pour les femmes soumises à des conditions obscurantistes, pour les prolétaires menacés de licenciements, victimes des retards de paiement des salaires, sujets à l'arbitraire patronal et étatique et trahis par la bureaucratie syndicale vendue.

L'agitation quasiment endémique en Kabylie est en réalité le fruit d'une situation qui se retrouve dans tout le pays, même si l'effervescence est moins apparente ailleurs. Les affrontements sociaux sont inscrits dans

l'avenir du pays. La bourgeoisie se prépare à les prévenir ou les détourner, que ce soit par la méthode démocratique (futurs élections que l'on promet ce coup-ci vraiment démocratiques...) ou par la méthode répressive, et en fait par les deux en même temps ou successivement; elle s'y prépare aussi en cherchant au-delà de se frontières un parrain à même de lui fournir capitaux... et armes. Les prolétaires ne pourront y répondre qu'en s'organisant sur des bases exclusives de classe, sur le plan politique général, c'est-à-dire en **parti**, comme sur celui des luttes immédiates pour leurs conditions de vie et de travail: la lutte de défense **classiste** et non populaire contre les patrons et leur Etat, que ce soit contre la répression et pour la libération de tous les détenus, pour la condition des femmes, pour le logement, pour des allocations aux chômeurs, contre les licenciements, pour les augmentations de salaire, etc., lutte de défense qui est le premier pas avant de pouvoir passer à la lutte offensive, à la lutte révolutionnaire, ne peut se mener sans organisation prolétarienne indépendante qui devra être dirigée par le parti lui-même.

C'est une perspective qui n'est évidemment pas immédiate, mais il n'y en a pas d'autre pour les prolétaires, en Algérie ou ailleurs.

(1) Selon la presse un «véritable bras de fer» a opposé récemment le gouvernement français au Maroc pour empêcher ce pays de signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. cf «Les Echos», 17-18/1/2003.

(2) Voir l'interview du général Lamari (chef d'état-major de l'armée algérienne) au «Point» n° 1583 (17/1/2003).

(3) cf «Le Monde» 8/1/2003. Certains avancent le chiffre de plus de cent mille victimes.

(4) L'ancien président Zéroual avait reconnu l'existence de ces «escadrons de la mort», mais pour les attribuer à des «groupes d'intérêts» mal définis. cf «Le Quotidien d'Oran», 6/12/2001.

(5) A cette occasion le pouvoir avait gratifié le Parti des Travailleurs de Louiza Hanoune (sinistre organisation «trotskyste lambertiste») de plus de 20 députés pour le récompenser d'avoir fait campagne contre l'abstention y compris en Kabylie...

## LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE

( Suite de la page 1 )

doit aux potentialités internationalistes de l'Eglise catholique par rapport à toutes les autres).

C'est dans ce classement futile des peuples, guère supérieur aux classements des Chefs, des Conquistadors et des Héros, que retombent d'une façon ou d'une autre les staliniens renégats du marxisme et les petits groupes actuels qui nient la dynamique de l'immense potentiel historique dont font preuve ou ont en réserve les populations de couleur oubliées de Dieu ou laissées de côté par le char publicitaire de la culture et du savoir ... Tout cela prête à rire, non seulement pour les raisons gravées dans les pages classiques du marxisme qui expliquent que le capital rompt toutes les barrières à la diffusion et à la communication dans le monde; mais plus encore par le fait bien connu qu'en matière de Dieux et de théologies, de culture et d'écriture, et même de science technologique, très nombreux parmi ces peu-

ples furent ceux qui ont précédé de millénaires non seulement les *parvenus* slaves, ou les *demi-parvenus* germano-saxons, mais même les gréco-romains classiques et les civilisations du Proche-Orient; les premiers rôles, ils les ont déjà joués au cours des siècles

Le marxisme supprime cette **personnalité** des différents peuples et des différentes races et l'attribution qui leur est faite de qualités innées particulières qui leur forgeaient un **destin**, de la même façon qu'il supprime la personnalité et la prédestination de l'individu humain isolé comme facteur de l'histoire. Ne pas comprendre le premier point a les mêmes effets que perdre de vue le second, effets qui signifient la rechute dans des points de vue petits-bourgeois, anarchisants, de l'individualisme banal. Tous les jours nous voyons chez d'ex-marxistes ou de soi-disant marxistes, ces effets dissoudre la force de la critique de la démocratie libérale dans les misères du démocratism ouvriériste et de l'opposition de la classe brute au parti, conceptions imbéciles qui ne dépassent pas d'un centimètre la «démocratie populaire» fantôme du communisme renégat de Moscou ou de Pékin.

selon notre doctrine les conditions matérielles et le jeu des forces productives sont à la base de l'histoire; seule cette clé peut expliquer (ou, mieux, doit expliquer) l'alternance d'Etats, de peuples et de races au contrôle du monde ou de ses grandes régions. Aucune alternance ultérieure de peuples dans cette relève grandiose n'est exclue et c'est de façon très différente que sont déterminées les formes de clôture du cycle historique. Née avec les temps modernes, cette doctrine nous a déjà donné différentes solutions à propos de la route géographique centrale à l'avènement du socialisme international, comme il résulte des textes de base et de déductions essentielles à partir des principes généraux; elle n'a pas davantage exclu jusqu'à présent que des luttes situées sur des territoires et chez des peuples inattendus viennent influencer l'évolution sociale générale des formes humaines.

Cette doctrine est à l'évidence beaucoup plus riche que la doctrine de l'hégémonie d'Etats et de nations plus forts dans la guerre et dans la conquête, ou dominants par la connaissance, doctrine qui est anti-déterministe et sceptique sur la fin d'une ou de toutes les «civilisations» au sujet de laquelle elle disserte à tout bout de champ.

### STRUCTURE ET SUPERSTRUCTURE

La relation entre infrastructure économique et superstructure politique n'aurait jamais été établie sans l'observation attentive et le relevé soigneux des faits dont la superstructure est le théâtre; de même, la loi de la gravitation universelle, confirmée par les divers satellites qui ont été projetés ou réalisés, n'existerait pas sans l'observation des mouvements apparents des astres et sans les règles et les concomitantes que Kepler en tira.

Remplacer l'histoire des Etats et des peuples par celle des classes ne signifie pas éliminer les Etats d'un banal revers de la main, fermer les yeux sur ce qui leur arrive, pour au contraire donner la parole, à l'instar d'un président d'assemblées brouillonnes, à de nouveaux protagonistes dont le nom retentit à chaque réplique mais dont le rôle serait privé de dynamisme vital, les classes; pas même au fond à celle qu'on traite de façon ingénue comme la classe unique, l'élue, la prédestinée.

C'est avec des schémas bien différents que Marx sortit de l'étroitesse de l'Utopisme, édition prolétarienne généreuse mais vide de la métaphysique historique. Simplifications.

( Suite en page 6 )

## LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE

( Suite de la page 5 )

Les armées que l'historien conventionnel voit sur le devant de la scène avec leurs états-majors et leurs grands capitaines ne sont qu'un «prolongement» des Etats politiques, voire parfois même la forme organisée que prennent ceux-ci. Les Etats sont la manifestation, l'expression, de la division de la société en classes; pour le marxisme, ce sont des classes données qui ont organisé leur domination sur la société humaine et sur ceux de ses groupes que sont les peuples. Mais une classe ne se donne son expression étatique qu'en s'organisant d'abord et dans une première série de luttes sociales suscitées par les rapports dans lesquels elle vit et produit, en parti politique, en organe pour la prise et la gestion du pouvoir. C'est là une position fondamentale de notre conception de l'histoire; ceux qui proposent à la classe de prendre et de diriger l'Etat sans l'intermédiaire de la forme-parti, valent ceux qui proposeraient à l'artisan ou au prolétaire de saisir le bloc de fer incandescent dans la forge avec les mains et non avec des tenailles, au combattant de tenir l'épée par la pointe ou le fusil par le canon.

Ces gens qui pleurent sur le danger de l'Etat et du parti rappellent le fameux dicton qui sert à stigmatiser les fainéants et les incapables: le mauvais ouvrier a toujours de mauvais outils!

On peut donc analyser l'histoire avec toute la puissance du marxisme lorsqu'on sait remonter les anneaux de cette chaîne de causes et d'effets, de masses humaines en mouvement et de forces motrices, où la violence, accoucheuse de l'histoire, est primordiale: armées et polices d'Etats organisées, parti politique dirigeant l'organisation de l'Etat qui domine la société, classe qui devient acteur de l'histoire en s'organisant dans ce parti politique, dans ses formes et ses organes, position de la classe relativement aux rapports de production, conflits d'intérêts entre cette classe et une autre, ou généralement diverses autres classes, réunies par une sujétion ou une domination communes. Le classique antagonisme dualiste n'est même pas un point d'arrivée obligatoire de tout ce long chemin que nous venons de suivre à rebours.

Dans cette longue histoire de classes qui se remplacent les unes les autres à la direction de la politique et de l'économie sociale, de partis et d'Etats qui en expriment le potentiel, d'affrontements que se livrent alternativement classes dominantes et dominées, de combats entre Etats de situation géographique et d'origine sociale différentes - au cours desquels se libèrent d'énormes quantités d'énergie et qui, généralement, ont lieu entre des Etats conduits, même dans la société indigène, par des classes socialement similaires -, s'enchevêtrent dans une immense variété de situations et d'événements, des sociétés limitées (c'est-à-dire nationales, que nous définissons volontiers comme des **sociétés finies**), que la doctrine du matérialisme marxisme a, pour la première fois, classées dans une **série** historique et causale de types, de **modèles**. Il serait impossible de parler d'un système, d'une conception marxiste du devenir historique si nous n'étions pas arrivés à posséder, de façon critique, une série continue de ces modèles - la grande série des formes sociales, des modes de production, qui jette comme un immense pont à arches multiples entre l'origine - la première forme de vie associée en groupes de l'animal-homme à peine issu de l'état animal - et la fin dont nous avons scientifiquement déduit l'avènement futur: la société communiste.

### LA GRANDE SÉRIE DES «MODES DE PRODUCTION»

Le marxisme n'enlève rien à la variété immense des combinaisons et aussi des in-

versions à travers quoi se développe et s'entrelace la série au long des différentes époques historiques. Si nos adversaires se moquent du fait que nous sommes sûrs d'avoir trouvé un sens unique au chemin de l'histoire, les innombrables écoles révisionnistes qui se trouvent entre eux et nous, troublant l'air pur produit par les contradictions ouvertes, utilisent notre mètre à tort et à travers et lisent notre boussole à l'envers en nous prêtant des schémas rigides et étroits complètement faux, tout juste bons à tourner en ridicule les grandes conquêtes de la dialectique historique. C'est parmi ces gens que se trouvent ceux qui nient à l'heure actuelle la riche fécondité historiques des heurts entre Etats et entre classes chez les milliards d'hommes des peuples de couleur où bouillonne dans les années où nous sommes une activité d'autant plus volcanique qu'est plus décevante la passivité des sociétés blanches, enlisées dans la période la plus triste de leur histoire et de leur dégénérescence sociale, qui ne produit que lâcheté contre-révolutionnaire et cynisme existentiel.

Que le marxisme soit riche d'une gamme d'hypothèses brillantes sur le développement des sociétés modernes, tirée de sa vision unitaire de la «grande série» des modèles de production, et qu'il considère la révolution comme une force qui s'ouvre la voie même du fond de routes apparemment sans issue, cela n'est pas seulement prouvé par les citations des passages et des pages plus que classiques, utilisées à Florence en 1953 et 1958, et même partout et toujours, tirées des oeuvres les plus connues et répandues dans toutes les langues; la confirmation en est trouvée dans un texte que nous avons aussi utilisé pour d'autres sujets lors de la réunion de Piombino: l'ébauche de la grande oeuvre du *Capital* constituée par les *Grundrisse*, ce magistral canevas que Karl Marx écrit pour lui (et pour nous) sans se soucier de lui donner une forme présentable pour les cochons de la culture bourgeoise. Cette série de cahiers gravés de la main d'un dégrossisseur aux muscles de tailleur de pierre, vient d'être publiée récemment; le chapitre auquel nous ferons référence a été aussi publié presque entier en italien, sous le titre: *Formes qui précèdent la production capitaliste*, aux Editions Rinascita. Il est bon d'avoir des doutes sur la traduction, ne serait-ce qu'en raison de la difficulté à saisir le sens du texte dans des passages pas du tout faciles en raison d'une rédaction brute et sans aucun souci de finition, renvoyée à une phase ultérieure du travail.

Avec l'appui de ce texte magnifique il est possible d'insérer dans la littérature marxiste le chapitre qui était sinon reconstitué à partir de sources diverses (le *Manifeste*, le *Capital*, *L'Antidühring*), c'est-à-dire le *développement* de la page fameuse de la préface à la *Critique de l'Economie politique* parue en 1859. C'est la page où le «mage» dévoile son «secret» sur la façon dont les hommes vivent leur histoire et sur le drame de la contradiction entre les forces productives et les vieux rapports de production, parvenus à l'heure de l'exécution révolutionnaire. Aujourd'hui ce raccourci se trouve développé dans sa version authentique en une démonstration organique et menée de manière puissante. Il est cependant nécessaire de procéder avec beaucoup de précautions parce que dans un tel travail l'ordre des propositions et des positions n'est pas chronologique et que la trame continue de la «grande série» y est contenue de façon impressionnante mais pas de façon très explicite, brute comme le jet issu de la première fusion, rêche à cause des scories.

Le grand intérêt de ce texte est qu'il démontre, comme pour les questions du machinisme et de l'automatisation traitées à la réunion de Piombino, qui y sont décrites de façon suggestive avec un siècle d'avance, le théorème de l'**invariance**: cette construction n'a jamais été modifiée dans son ossatu-

re par Marx.

Et il est tout aussi important que de nombreuses pages et de puissants passages de ce texte qui nous arrive vierge du travail séculaire d'ébouage crapuleux accompli par d'indignes faux disciples du Maître, confirment le démenti que les marxistes authentiques ont à d'innombrables reprises lancé dans la polémique contre les falsificateurs, et nous à leur champion suprême, Joseph Staline. Le marxisme grave les traits caractéristiques de la société communiste, il les extrait de ceux de l'immonde société bourgeoise auxquels il les oppose totalement; il décrit scientifiquement le passage des formes antiques à la forme capitaliste, d'autant plus que dans l'antithèse il exalte **ces premières** contre la forme bourgeoise infâme entre toutes, dépression misérable sur la courbe que parcourt l'humanité. Il est impossible possible de se prétendre dialecticien marxiste si l'on ne sait pas voir, chaque fois qu'on discute du passage du pré-capitalisme au capitalisme, l'énoncé tranchant du passage du capitalisme au communisme.

Cet énoncé est compris tout de travers non seulement par les opportunistes des différentes vagues historiques (pour qui les caractéristiques du communisme se limitent pour leur plus grande partie aux «conquêtes immortelles» de l'époque capitaliste), mais aussi par les petits groupes des gauches hétérodoxes qui démontrent à chaque instant par leurs déviations leur respect superstitieux pour les «valeurs» capitalistes de liberté, de civilisation, de technique, de science, de puissance de production - tous ces termes, qu'avec le Marx originel issu du jet incandescent de la fournaise révolutionnaire, nous ne voulons pas recevoir en héritage mais balayer avec une haine et un mépris inépuisables.

### LE MERVEILLEUX DESSEIN

Pour décrire le communisme et son avènement, nous n'avons besoin d'aucun autre matériau que celui élaboré par Marx en 1858, il y a un siècle; à savoir, la série des modes de production qui part du communisme tribal primitif et qui va jusqu'à nous donner déjà des analyses historiques achevées du mode moderne: marché - capital - salaire. Nous n'avons pas à ajouter des races et des missiles mensongers à ces «armes conventionnelles» de la lutte de classe qui étaient déjà bien affûtées du point de vue de la doctrine en cette année 1858. Depuis lors, nous ne disons pas que l'histoire s'est arrêtée, mais qu'elle a continué à s'enfoncer dans les ordures du cloaque bourgeois, et depuis lors, s'en indigne qui veut, en tant que parti **nous savons tout**.

Ce théorème central nous permet de démasquer tous les mensonges révisionnistes en circulation. Il est facile de l'énoncer, toujours dans le but, non d'épuiser ce thème immense, mais d'en clarifier et d'en préciser la présentation durement acquise.

A la grande colère des bavards «à thème», nous l'exposerons de façon schématique. Si le nombre des formes ou des modes sociaux jusqu'au capitalisme intégral est égal à n, alors leur nombre total est n+1. Notre révolution n'est pas **une parmi tant d'autres**, c'est celle de demain; notre forme sociale est la prochaine.

Le communisme deviendrait en théorie la forme n + 2 s'il apparaissait une forme supplémentaire qui serait déjà du post-capitalisme sans être encore du communisme (ce communisme avec toutes les traits précis que nous avons décortiqués en partant des caractères différentiels entre le capitalisme qui nous empeste et les formes auxquelles il a succédé). Si c'était le cas, il n'y aurait pas eu voici plus d'un siècle le moment historique pour fonder le système **invariant** de la révolution, en tant que doctrine, parti et combat.

Nier l'existence d'une **forme n+1 non communiste**, cela signifie exprimer sous une forme symbolique notre position élaborée au travers d'analyses historiques et économiques complexes, qui liquide deux aberrations révisionnistes: celle stalinienne (et pire, post-stalinienne) selon laquelle le sala-

riat et la production de marchandises dans des entreprises d'Etat n'appartient plus au capitalisme (et n'est donc pas à ranger dans le numéro n de la série); et celle «trotskyiste» ou plutôt de ceux qui invoquent ou compromettent Trotsky à tort et à travers, selon laquelle le socialisme-communisme sera la forme n+2, la forme n+1 étant la domination de la classe bureaucratique.

Le principe de l'unicité de la série historique des modes pré-communistes permet aussi de rejeter toute doctrine de la construction du socialisme dans un seul pays à partir de la forme n-1, c'est-à-dire du pré-capitalisme féodal, avant qu'ait eu lieu un exemple du passage complet de n à n+1 (qui ne peut se réaliser qu'au plan international). En même temps que cette fausse doctrine, tombe aussi **celle des voies nationales au socialisme**, selon laquelle l'itinéraire vers le socialisme aurait suivant les pays un nombre différent de termes, différentes unités en plus ou en moins de n.

Nier le caractère révolutionnaire à la révolution nationale-libérale des peuples de couleur relève de la même absurdité: cela revient à les condamner par un tribunal de fantaisie à une passive immobilité tant qu'ils ne peuvent pas faire le saut stalinien de n-1 à n+1, improvisant à partir de rien la lutte de classe entre entrepreneurs capitalistes et prolétaires, ou bien se faisant injecter de l'extérieur une réalisation volontariste de socialisme, chose que ne peuvent croire que des disciples de Staline.

Il est indiscutable que le mouvement historique général s'accélère fortement depuis l'apparition du mode de production bourgeois dans de vastes régions du monde et que les écarts de temps dans le passage d'une forme sociale à l'autre se réduisent dans les différentes zones géographiques. Ce n'est pas pour rien qu'une des caractéristiques de la forme capitaliste consiste dans le passage de l'objectif interne, le marché national (qui signifie indépendance nationale, Etat national bourgeois) à l'objectif externe du marché mondial, terme essentiel chez Marx. La révolution bourgeoise de 1848 en Europe, qui eut la classe ouvrière pour alliée, se répercuta en quelques mois de l'une à l'autre des grandes capitales, ce qui est un exemple classique pour la perspective marxiste. Depuis lors, la transformation bourgeoise et l'industrialisation du monde se déroulent selon un rythme invincible. Ce que nous avons toujours appelé la **révolution double**,

### « Il Comunista » n°82 (Bimestrale) Novembre 2002

- I contrasti interimperialistici si acquiscono e si va verso la seconda Guerra del Golfo - L'attacco del padronato Fiat alle condizioni di vita e di lavoro operaie trova i proletari orgogliosamente in lotta - Massacro degli ostaggi a Mosca: uno «Stato forte» attacca sempre innanzitutto la propria popolazione - Contro l'imperialismo mondiale e le sue guerre. Viva la lotta di classe rivoluzionaria! - Volantino: La guerra all'Iraq e' un ulteriore episodio dei contrasti fra gli stati imperialisti spinti inesorabilmente ad affrontare la crisi economica e politica internazionale con i mezzi militari - La Sinistra comunista in Italia. Non siamo «bordighisti», ma militanti comunisti - Il Partito Comunista Internazionale ha un unico indirizzo politico - Una pubblicazione in russo che ci riguarda - L'opposizione marxista al futuro opportunismo di guerra - Venezuela. Il fallito colpo di stato è un avvertimento per i proletari - Quadrante - Lotta di classe in Cina - Aumenta lo sfruttamento alla Lafert di San Donà ? Torniamo a lottare ! - Volantino: Contro l'ennesima stangata sulle condizioni di lavoro e di vita proletarie: Lotta di classe su obiettivi unificanti

et que nous désignerons maintenant par le passage rapide de n-1 à n, puis de n à n+1, se présente donc comme une éventualité historique fortement probable, comme elle s'était présentée pour la Russie. Mais sa condition était **internationale**: la révolution politique et la transformation sociale dans les pays capitalistes développés, c'est-à-dire leur passage du capitalisme au socialisme.

La gauche a prouvé théoriquement qu'après le sabotage et l'échec des révolutions occidentales (de n à n+1), la révolution russe s'est trouvée réduite à une pure révolution capitaliste (de n-1 à n). Indubitablement ce sont là les conséquences de la faillite (plus que la trahison individuelle) stalinienne. Comme il n'est historiquement pas possible d'espérer à l'heure actuelle des révolutions communistes véritables en Occident ni en Russie, dans la mesure où **n'apparaissent pas** de partis organisés pour la prise du pouvoir et sur le programme révolutionnaire correct, les autres pays encore pré-capitalistes ne peuvent pas donner de révolutions doubles, à l'inverse de ce qui pouvait être espéré pour la Russie dans la période féconde de l'Europe du premier après-guerre.

Le résultat internationaliste et révolutionnaire est que ces pays sortent aujourd'hui des formes pré-capitalistes antiques en faisant les premiers pas vers la forme bourgeoise que signifie la révolution nationale. Dans ces pays comme dans ceux de l'Occident, le prolétariat est absent comme classe tant qu'il adhère à des partis contre-révolutionnaires. Dans la mesure où il est présent, il doit: du point de vue de la **doctrine**, faire la critique complète du programme national et démocratique comme Marx en 1860; du point de vue de l'**organisation**, ne pas mêler son organisation en parti de classe avec celles de partis petits-bourgeois; du point de vue de la

**politique historique**, c'est-à-dire dans la mesure où il ne s'agit pas, à la façon bourgeoise, d'une action culturelle et électoraliste à la manière bourgeoise, mais d'une action armée et insurrectionnelle, soutenir le renversement des pouvoirs féodaux même par les «nationalistes révolutionnaires» de Lénine au IIe Congrès. En bonne logique, cette norme est encore plus valable lorsque ces insurrections sont xénophobes, c'est-à-dire dirigées contre les impérialistes blancs, alliés ou non aux vieux pouvoirs féodaux locaux ou même à une grande bourgeoisie locale naissante. Qu'une rivalité entre impérialismes, parmi lesquels doit figurer aujourd'hui l'impérialisme soviétique, soit une raison pour ne pas appuyer les révoltes des peuples de couleur contre les impérialismes occidentaux, c'est une argumentation aussi sottise que celle avec laquelle le défaitisme «à la Lénine» était repoussé en 1914-1915 au motif qu'affaiblir par exemple l'Etat italien, faisait le risque de tomber de la sujétion à la bourgeoisie italienne à la sujétion à la bourgeoisie autrichienne: opportunisme classique typique!

#### PAGES CLASSIQUES

Ne pas maintenir notre schéma un peu rude, reviendrait à vider de leur vie les plus hautes pages du marxisme.

Dans le *Manifeste Communiste*, la plus féroce critique de toute la superstructure bourgeoise se marie admirablement au plus grand hymne qui ait jamais été élevé à la fonction révolutionnaire de la bourgeoisie.

«La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique donnèrent à la bourgeoisie naissante un champ d'action nouveau. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Améri-

que, les échanges commerciaux avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises donnèrent enfin au commerce, à la navigation et à l'industrie un essor jusqu'alors inconnu et du même coup hâtèrent la croissance de l'élément révolutionnaire au coeur de la société féodale qui s'écroulait». (...)

«La grande industrie a créé le marché mondial que la découverte de l'Amérique avait préparé. Ce marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Celui-ci agit à son tour sur l'extension de l'industrie, et au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait elle aussi, accroissait ses capitaux et refoulait à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le Moyen-Âge». (...)

«Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits reste la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine, et contraint à capituler les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Elle force toutes les nations à adopter le style de production de la bourgeoisie - même si elles ne veulent pas y venir; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation - c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle forme un monde à son image».

La description de la fonction bourgeoise est on ne peut plus dialectique; quand il est dit que la haine des barbares capitule devant l'énorme puissance du capital, le communiste se place dans cette lutte, dont le dénoue-

ment est historiquement utile au cours général, non pas aux côtés du blanc **civilisé**, mais à ceux du **barbare** rebelle.

Lorsqu'il s'agit d'indiquer le futur inéluctable de la société et de la civilisation bourgeoises, en décrivant les crises de la production et l'enchaînement qui les entraînent vers une crise révolutionnaire de plus en plus profonde, comment serait-il possible sinon d'écrire les mots suivants qui suffisent à montrer clairement combien est éloigné de nos positions celui qui redoute et admire la puissance de la technique et de la **civilisation mécanique** de l'industrialisme surproducteur? «... la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne servent plus à faire avancer le régime de la propriété bourgeoise - elles sont devenues au contraire trop puissantes pour elle, qui leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces sociales productives triomphent de cet obstacle, elles jettent dans le désordre toute la société bourgeoise et menacent l'existence de la propriété bourgeoise».

Seul celui qui sait suivre cette directive indiquée de manière lumineuse depuis 1848 peut comprendre que Marx salue le renversement de la muraille chinoise vis-à-vis de la terre ou de la mer en même temps qu'il flétrit par des paroles terribles d'indignation les méthodes de la guerre de l'opium, les massacres des cinq ports et de Pékin.

Aujourd'hui, la civilisation capitaliste nous fournit toutes les raisons pour décupler, centupler l'horreur qu'elle nous inspire. Le bras qui se lève contre ses hauts faits, même pour brandir la sagaie du Mau-Mau, est celui d'un frère du prolétaire communiste.

(A suivre)

## La lutte boutiquière du CCI

Nous avons publié sur le n° 463 de ce journal un article sur la crise du CCI dont l'objet était de répondre publiquement aux différentes demandes que nous avons reçues pour que nous prenions position sur cette question. Nous y disions ce que nos camarades avaient déjà eu l'occasion de répondre à des militants et des sympathisants de cette organisation, à savoir que nous ne pouvions soutenir ni l'un ni l'autre camp en opposition dans la mesure où les deux côtés affirmaient défendre les positions authentiques du CCI: nous sommes évidemment mal placés pour juger qui, du CCI ou de sa Fraction dissidente, est le plus fidèle à ces positions, et cette question à vrai dire nous paraît de peu d'intérêt. Nous ajoutions aussi que les méthodes suivies tout au long de cette crise - marquées par l'accent mis sur les côtés purement formels, jusqu'aux accusations personnelles les plus extrêmes, au détriment des aspects politiques - étaient des pratiques particulièrement destructrices pour une organisation révolutionnaire. Nous terminions enfin en faisant état d'un incident survenu dans une ville de province entre un de nos camarades et un militant du CCI, en écrivant que nous n'entendons pas nous laisser dicter les limites de notre critique par aucune mesure d'intimidation, y compris physique.

Cet article a suscité un grand émoi chez le CCI; il a nous adressé des lettres officielles comminatoires pour que nous publiions sur nos colonnes dans des délais impartis par lui un «rectificatif» aux «mensonges» et «calomnies» de cet article (tout en nous assurant de ses sentiments «fraternels» et de sa volonté «sincère» de ne pas s'engager dans une guerre de «chiffonniers» contre nous) et des lettres officielles de sympathisants indignés; une délégation de ses militants et sympathisants toulousains est intervenue dans une de nos réunions pour lire des déclarations de protestation. Le point d'orgue de cette campagne picrocholesque est un article-fleuve publié sur deux numéros successifs de «Révolution Internationale»: «Le Parti Commu-

niste International à la remorque de la "fraction" interne du CCI».

#### LE CCI, OU LA «POLITIQUE» DES CHIFFONNIERS

C'est un article qui ne peut que susciter un haut-le-coeur chez tout lecteur normalement constitué ou qui n'est pas complètement aveuglé par la lutte fractionnelle. De la politique, on en trouve pas trace, sauf à confondre la politique avec la rubrique des faits-divers; c'est alors d'une «politique» de caniveau, d'une «politique» cancanière qu'il s'agit où la lutte politique est effectivement transformée en une querelle de chiffonniers: un tel a dit ceci, telle autre a affirmé cela, un troisième a donné un coup de pied, le camarade W (1) a insulté ses anciens condisciples tel jour à telle heure tandis que, dans l'ombre, l'ex-militant X tire les ficelles et que le PCI se fait foutre par lui sans même s'en rendre compte...

Nous n'avons aucunement l'intention de répondre sur ce terrain peu ragoûtant (2) que nous laissons bien volontiers aux amateurs. Relevons cependant un point. L'article se termine en nous accusant - tout à la fois! - de ne pas vouloir prendre parti dans la lutte du CCI avec ses dissidents parce que nous nous croyons «seuls au monde», et de prendre quand même parti pour ces derniers parce que nous considérons que le CCI est un «concurrent» qu'il faut discréditer par tous les moyens afin de «faire de la place pour sa propre organisation»!

Avec ces accusations grotesques, les rédacteurs du CCI nous attribuent ce qui est à n'en pas douter **leur propre conception** des rapports entre organisations qui se disent révolutionnaires et qui prétendent présenter au prolétariat la voie juste à suivre pour combattre le capitalisme, le renverser, instaurer la dictature prolétarienne et passer à la société communiste: une mesquine conception **boutiquière** de relations entre des rivaux qui peuvent, soit passer des accords entre eux, soit se livrer à une concurrence

acharnée.

Bien loin de nous croire «seuls au monde» (?), nous défendons au contraire la nécessité permanente de la **critique programmatique intransigeante** et de la **lutte politique** contre les positions que nous estimons fausses et les organisations qui les défendent. Par sectarisme? Non, mais parce que le parti **unique** qui guidera demain le prolétariat dans la révolution et la dictature ne pourra naître de la fusion d'organisations et donc de programmes hétérogènes, mais de la victoire d'un programme bien précis sur les autres. Pour qu'il soit réellement l'organe de la classe révolutionnaire en lutte et non l'un de ces faux partis ouvriers qui pullulent dans l'histoire, il devra avoir un programme lui aussi **unique, non équivoque**, le programme communiste authentique qui constitue la synthèse de tous les enseignements des batailles passées et, **par conséquent**, qui trace les lignes de conduite futures et permet de définir les orientations politiques, tactiques et organisationnelles en **parfaite cohérence** avec lui.

Les prolétaires d'avant-garde qui seront demain appelés à constituer ce parti, comme les masses plus larges à qui s'adresse celui-ci, ont et auront avant tout besoin de clarté. Tout ce qui entrave la clarification politique, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti révolutionnaire, aujourd'hui comme demain, que ce soit en lui substituant des méthodes administratives, une discipline formelle ou des luttes personnelles, ou en appelant à des démocratiques unions oecuméniques, joue toujours contre le prolétariat. Cette vérité élémentaire, nous savons bien qu'elle est par principe incompréhensible pour des organisations qui sont justement nées sur des bases éclectiques et qui appellent à une «véritable synthèse» entre des courants politiques pour le moins divergents (3). Une logique implacable mène du confusionnisme théorico-programmatique au démocratisme politico-organisationnel où le ciment est nécessairement moins l'homogénéité politique que l'obéissance à des règles et des méthodes formelles de type parlementaire avec leurs conséquences inévitables de violations de ces règles, de fractionnisme, de «clanisme» et de répression de ces violations, de ce

fractionnisme et de ce «clanisme».

C'est pourquoi aussi, soit-dit en passant, les dissidents de la Fraction se fourvoient dans une voie sans issue quand ils adoptent au fond la même position que le CCI (tout le mal viendrait de la méchanceté de Pierre ou de l'attitude «trouble» de Paul), et en se refusant à envisager que les méthodes organisationnelles qu'ils dénoncent renvoient à des carences beaucoup plus étendues et beaucoup plus profondes, de nature politique, programmatique et théorique.

\* \* \*

Que le CCI se rassure: nous ne cherchons pas à le «discréditer», il se discrédite suffisamment tout seul (le malheur est qu'il risque ce faisant de discréditer les positions communistes aux yeux de ceux qui prendraient pour argent comptant ses affirmations d'être un représentant de la «Gauche communiste», terme aujourd'hui bien galvaudé). Nous le **combattons**, nous combattons son programme, ses analyses, sa politique, comme ses méthodes organisationnelles. De manière plus générale, le communisme révolutionnaire se doit de mener une lutte **politique** sans compromis contre tous les courants confusionnistes qui amalgament des fragments de marxisme avec des préjugés libertaires et démocratiques sur l'Etat, la violence, le rôle du parti, etc., et de revendiquer contre eux l'**intégralité** du programme communiste authentique.

Ces courants, dont le CCI n'est que l'**une** des variantes actuelles, sont en dernière analyse l'expression politique de couches encore d'autant plus largement sous l'influence de l'idéologie dominante qu'elles occupent une position sociale intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il n'y a pas d'autre explication par exemple à tout le discours honteusement défaitiste sur la disparition des bases mêmes de la révolution socialiste, aux dénonciations rituelles du «terrorisme» ou encore aux descriptions apocalyptiques d'un «chaos» grandissant et risquant d'engloutir les flots de civilisation, que l'adaptation de cette organisation à ces couches indignées sans doute par l'ordre

( Suite en page 8 )

## Correspondance:

### Palace Parfums: Ce sont les licenciements et non la manière dont ils sont faits qu'il faut condamner

En ce début 2003, dans la région dieppoise, une affaire de fermeture brutale d'usine a fait un si grand bruit qu'elle fut même reprise par les médias bourgeois au niveau national. A l'origine, la mauvaise surprise pour une quarantaine de prolétaires (toutes des femmes) de voir, en rentrant de congés, leur usine vide. Mais, comme toujours dans ce genre d'affaire, ce n'est pas la perte de leur emploi qui a fait scandale mais la manière dont ce fut fait.

Dans l'usine de conditionnement de flacons de parfumerie Palace Parfums, à St-Nicolas-d'Aliermont, bourgade rurale où le prolétariat industriel est, depuis de longues décennies, majoritaire car exploité dans les nombreux et successifs bagnes du salariat (PME ou petites unités de production en majorité), le 20 décembre, ces prolétaires sont mises au chômage technique «non sans avoir levé le verre de l'amitié» avec le directeur leur souhaitant même une «bonne année pleine de succès». Mais voilà, au retour de ces «congés», elles trouvent l'usine, installée en 97 et qui a subi quelques difficultés en 2002 et même avant (dépôt de bilan en 99 avant d'être renflouée), complètement vidée. Tout y a disparu de la matières aux outils de production en passant par les placards, les micro-ondes et même une partie d'un bâtiment récemment construit a été démonté.

Son déménagement précipité s'est déroulé pendant les fêtes de fin d'année. Néanmoins, le va-et-vient incessant de camions avait attiré l'attention obligeant la maire de trouver le gérant le jour de Noël pour savoir ce qui se passait alors qu'il n'y avait aucune production. Mais, comme ce dernier lui répondit que «tout était normal et que la restructuration de l'entreprise avait été décidée en accord avec les salariées» ajoutant qu'il s'agissait «d'un changement d'outil de production», ça n'alla pas plus loin. En effet,

une restructuration devait avoir lieu à partir du 6 janvier 2003

Selon la version officielle de la direction, qui serait en fait l'actionnaire majoritaire (avec 50%) et seul client, Parfum des Champs dont le siège se trouve sur les Champs-Élysées, c'est le gouvernement de Fidel Castro qui est responsable en ayant fait pression (toujours le copyright - c.-à-d. la propriété - dans la société bourgeoise!) pour arrêter la commercialisation d'un parfum baptisé «Cuba»; en conséquence, l'usine pour continuer à produire, devait trouver un autre client, en l'occurrence Alcatel qui eut à une époque une importante unité de production dans cette commune et qui continue à faire sous-traiter nombre de ses activités dans des entreprises de St-Nicolas, pour de la production en rapport avec la téléphonie. Bref, toujours est-il que l'usine a été vidée mais le personnel également qui s'est retrouvé sans emploi mais aussi sans salaire et sans possibilité de rechercher un emploi et de s'inscrire à l'ANPE et aux ASSEDIC.

Bien entendu, aussitôt sont arrivés les intervenants et les vautours habituels, allant du huissier aux avocats en passant par les élus; ils se succéderont pour établir des constats et mettre en route les procédures légales comme à l'accoutumée dans de telles affaires et pour montrer leur solidarité comme on exprime ses condoléances lors d'un enterrement, sans oublier le bonze syndical, issu ici de l'UL CFDT qui avait une section dans l'usine, qui se dira «**choqué par la façon dont les choses se sont passées**» prouvant que la bourgeoisie peut dormir sur ces deux oreilles tant que les syndicats seront tenus par de tels lèche-bottes (qu'elle rémunère pour cela!).

Finalement le 8 janvier, l'associé du gérant, qui aurait au moins deux faillites à son actif, va déposer le bilan au Tribunal de

commerce expliquant à la presse que le matériel était loué et que la situation ne permettant plus de payer les loyers, «le propriétaire a repris son bien». Le personnel présent au Tribunal n'aura que quelques violences verbales à l'encontre de cet homme de paille avec, pour seul résultat, non définitif, car l'affaire ne fait que commencer au niveau juridique, l'assurance par Fillon, ministre des Affaires Sociales, de la prise en charge par l'Etat des salaires de janvier, des indemnités et d'un reclassement; ce qui faisait dire à notre bonze, Mr Bienaimé (des patrons très certainement!), qu'«*il n'est pas concevable que l'Etat paie pour les responsables. Il faut que les intéressés soient condamnés pour ce qu'ils font*» (1).

Quelle que sera l'issue, cette affaire de fermeture brutale d'usine ne doit faire oublier au prolétariat que ce n'est pas la forme utilisée pour les licenciements qui doit être condamnée mais les licenciements eux-mêmes. Qu'aujourd'hui, avec l'aggravation de la situation économique, de telles formes de licenciements, aussi brutales et sournoises qu'elles soient, seront appelées à se développer. Que ces formes sont aussi le lot quotidien d'une partie toujours plus nombreuse du prolétariat: celle qui regroupe les précaires en CTT ou CDD ou sous d'autres formes comme les divers contrats aux sigles les plus divers sous-payés que la bourgeoisie utilise dans ses services publics défendus par les opportunistes de toutes sortes (dont les pseudo-marxistes trotskystes) et qu'elle est en train d'étendre dans le privé.

De telles affaires prouvent seulement qu'aujourd'hui la précarité est le quotidien de tous les prolétaires quels qu'ils soient et que plus rien ne les «protège», ni leurs contrats d'embauche, ni leur «ancienneté» ou quoi que ce soit du même acabit. Et que l'on soit embauché ou précaire, ancien ou dernier embauché, homme ou femme prolétaire, autochtone ou immigré et que l'entreprise ou l'usine soit française ou étrangère et que son patronat soit de la région ou d'où que ce soit, blanc ou de couleur, de la même confession ou d'une religion différente, et quelle que

soit la façon dont se fait le licenciement (il suffit de se rappeler les licenciements express avec taxis il y a dix ans), le résultat est le même pour tout prolétaire perdant son emploi: il n'est qu'un chômeur de plus avec tout ce que cela signifie en conséquence!

Mais quel que soit le lieu où cela se passe, comme ici, par exemple, dans une région très sinistrée (20% de chômage officiel malgré une émigration de la jeunesse vers les grands centres urbains) bien que vivant des activités industrielles, agricoles et maritimes, et la grandeur du site de production touché, si une telle affaire se déroule dans un calme relatif et bien encadré (c'est à cela que servent les rapaces de la politique locale) aujourd'hui, la situation deviendra telle qu'elle poussera les prolétaires à mener des contre-offensives tout aussi brutales dans l'avenir. Mais, en attendant, il lui faudra se démarquer, travail long et pénible mais primordial pour s'organiser sur des bases de classe, de l'opportunisme politique et syndical et de toutes les structures interclassistes mises en place afin de parer à de telles éventualités. Alors, ce seront eux, les bourgeois qui seront «vidés», bourgeois qui ne doivent jamais oublier que les femmes, dans l'histoire des luttes sociales, furent souvent un détonateur, par ces luttes ou des manifestations qui semblaient sans lendemain, et donc l'exemple, qui permit à de grands bouleversements sociaux d'avoir lieu des révolutions française ou bolchevique à la Commune de Paris et qu'elles se sont toujours, par le fait d'être encore plus exploitées parce que considérées comme le sexe «inférieur», montrées comme d'infatigables bêtes de lutte dans les grèves (voir notamment le cas à l'hôpital d'Hillington en Grande-Bretagne) ou dans les conflits sociaux impliquant leurs maris, pères, frères, fils ou compagnons (le premier exemple ayant été «Mother» Jones au milieu du XIXème siècle aux USA!).

(1) Tiré du bihebdomadaire «Les informations dieppoises» comme tout ce qui est entre parenthèses.

## Loi Sarkozy: la gauche est contre dans la rue, pour au Parlement!

Au moment où nous écrivons, l'examen du projet de loi Sarkozy au parlement n'est pas encore terminé. Mais l'essentiel des mesures est connu: création de nouveaux délits visant les gitans, désignés comme nouvelles victimes du racisme d'état, les jeunes (atroupements dans les halls d'immeubles), les squatters, les mendiants, les prostituées, augmentation de manière générale des pouvoirs discrétionnaires de la police (par exemple la légalisation de la «perquisition informatique» qui était sans doute pratiquée depuis longtemps).

Il n'est pas faux d'écrire que ces mesures répressives relèvent de la guerre contre les pauvres, comme le font toute une série d'organisations de gauche (PC, PS, Verts, CGT, FSU, G10, Confédération paysanne, etc. sans oublier l'appendice d'«extrême gauche» du réformisme que constitue la LCR) dans leur appel à manifester contre ce projet de loi. Il l'est beaucoup plus d'écrire que cette loi «*touche à la nature même de la République*» en «*instituant l'inégalité et l'arbitraire en règles de la République*» et que «*ce texte institue une République où la pauvreté est constituée en délit et où la manifestation d'une révolte devient un crime*», car qu'est-ce qu'a jamais été d'autre cette fameuse république, comme tout Etat bourgeois, que l'instrument de la domination d'une classe privilégiée sur la majorité des habitants? La défense de la propriété privée contre les classes «dangereuses» n'est-elle pas l'une de ses règles fondamentales? A-t-elle jamais hésité à réprimer avec la dernière énergie toutes les révoltes de ces classes?

Nos réformistes le savent mieux que

personne qui n'hésitent pas à écrire dans leur appel qu'il «*faut bien sûr réprimer quand c'est nécessaire*» et les gouvernements de gauche successifs n'ont jamais hésité à le faire. En même temps qu'il renforçait le plan «Vigipirate», le gouvernement Jospin faisait passer la Loi de Sécurité Intérieure qui a ouvert la voie au projet Sarkozy. En dénonçant ce projet de loi et en organisant des manifestations contre lui, les partis et organisations de gauche voulaient simplement faire oublier leur propre responsabilité dans la politique répressive et anti-ouvrière en vigueur dans le pays.

Certains élus socialistes avaient d'ailleurs voulu voter dès le début en faveur du projet et avaient dû en être dissuadés par leurs collègues qui leur avaient expliqué que cela ferait mauvais effet. Mais chassez le naturel et il revient au galop! L'introduction par un député UMP d'un amendement instituant le délit d'outrage au drapeau national et à La Marseillaise (jusqu'à 7500 Euros d'amende et 6 mois d'emprisonnement), a été voté à l'unanimité des députés présents de gauche y compris (un député PS se félicitait même d'avoir appelé le gouvernement à agir en ce sens)...

Instituer un tel délit et renforcer le patriotisme par la rigueur de la loi n'est pas un geste anodin au moment où l'Etat français envoie des milliers d'hommes en Afrique et où il se prépare à participer à une guerre contre l'Irak. Les partis et organisations de gauche ont dévoilé à nouveau leur vrai visage pro-impérialiste et répressif alors qu'ils cherchaient à le camoufler avec l'aide empressée de faux révolutionnaires. Tant mieux!

## La lutte boutiquière du CCI ( Suite de la page 7 )

social présent et angoissés par les menaces croissantes de précarité que fait peser sur elles le cours du capitalisme, mais qui se caractérisent par l'horreur petite-bourgeois devant les terribles réalités de la lutte des classes et de la révolution.

C'est ce que nous montrerons dans un prochain article.

(1) Selon «Révolution Internationale» quand la Fraction cite les initiales d'un militant du CCI, elle utilise des «méthodes policières». Que dire alors du CCI quand il fait la même chose vis-à-vis d'un de nos militants?

(2) L'article cite en outre pêle-mêle tout un tas de choses diverses dont chacune mériterait une réponse circonstanciée, depuis un prétendu front unique entre nous et les maoïstes de l'UCF en 1978 jusqu'à notre analyse des événements argentins qui serait identique à celle du CCI, en passant par la curieuse idée que nous nous serions alignés sur les conceptions organisationnelles de cette organisation, etc. Nous n'avons pas la place ici de faire ces réponses. Mais comme l'article nous accuse plus particulièrement de calomnies et de mensonges à propos de l'incident évoqué plus haut et parle d'une «prétendue intimidation», précisons que le militant du CCI en cause a affirmé qu'il n'avait pas frappé notre camarade (ce que nous n'avons jamais écrit) - parce qu'il s'agissait d'un militant de notre organisation (!); il a ajouté que celui-ci était interdit de participation aux réunions publiques de cette organisation; par ailleurs l'article de «R.I.» confirme la «rupture des liens» (politiques? individuels?) décidée par la section locale du CCI vis-à-vis de notre camarade. N'est-ce pas là de l'intimidation?

(3) Les différents journaux internatio-

naux du CCI ont publié ces dernières semaines un article appelant à «une véritable synthèse entre la Gauche communiste italienne et la Gauche communiste allemande».

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1ère liste 2003

Anonyme: 30,00 / Foix: 47,00 / Gilbert: 25,00 / Lyon: 2,50 / Paris: 870,00. Réunion de lecteurs: 40,50 / Raymond: 80,00 / Roger: 53,20 / Strasbourg: 40,00 / Victor: 100,00

**Total liste: 1288,20**

### CORRESPONDANCE :

#### Pour la France :

Editions Programme, 3 rue

Basse Combalot, 69007 Lyon

#### Pour la Suisse :

Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

#### Pour l'Italie :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€/30FS/£10. **Abonnement de soutien:** 15€/60FS/£20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4€/10FS / £3 / Amérique latine: US\$1/USA et Cdn: US\$4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€/80FS/£25 / Amérique latine: US\$8/USA et Cdn: US\$35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5€/5FS/£1,5. **Abonnement:** 13,5€/35FS/£13,5. **Abonnement de soutien:** 27€/70FS/£27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3€/8FS / £2 / Amérique latine: US\$0,5/USA et Cdn: US\$3. **Prix de soutien**, le numéro: 6€/16FS/£4 / Amérique latine: US\$1/USA et Cdn: US\$6. **Imprimé par nos soins.**